

Les populations civiles dans les guerres des Balkans -1991-2001-

N'y aurait-il que des hommes déchus, la fusion de l'horreur, de la douleur, avec des hommes qui n'arriveraient pas à vivre sur une même terre ? Le sang se coagulerait-il faute de fluidité entre les cultures et les corps ? Les réalités des femmes et hommes qui vivent dans les Balkans m'inspirent toutes ces questions depuis dix ans maintenant. Et ce, quand bien même l'histoire des Balkans nous confronte également à d'autres questions de géostratégie (enjeux européens et confrontation avec l'Orient, avec des manœuvres de l'Allemagne, de la France, de la Turquie, des USA, de l'OTAN notamment), de concurrences économiques (Slovénie, Croatie / Union Européenne / USA) mais que je laisserai volontairement de côté sans les ignorer. Après une période de crise économique et politique dans les années quatre-vingt, la montée des nationalismes en Croatie, Serbie et Slovénie enclencha le début de l'éclatement de la Fédération Yougoslave. La construction des états sur des bases ethniques exclusives est source de guerre. Quand la Slovénie, puis la Croatie se séparèrent unilatéralement de la fédération la guerre commença en 1991. La société multiethnique en Bosnie-Herzégovine vola en éclat à son tour en 1992. Les Accords de Dayton mirent fin à ce conflit en novembre 1995. Mais toute la région du sud-est européen resta encore très instable. A Mitrovica ou au Monténégro, en Serbie du Sud ou au Sandjak, une explosion peut se produire à tout instant. D'ailleurs, après dix années de brimades et d'atteintes aux droits sociaux et politiques, une nouvelle guerre éclata dans la province du Kosovo en 1998-1999 jusqu'aux frappes de l'OTAN contre la République Fédérale Yougoslave (R.F.Y). En 2001, les indépendantistes albanais commencèrent les attaques contre les forces militaires de la Macédoine restée jusqu'alors en dehors des conflits.

Il n'en reste pas moins que finalement ce sont les populations civiles de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Serbie, du Kosovo, de Macédoine, notamment, qui en sont les victimes. Du tir des " snipers " aux bombardements, des destructions de villes ou de villages aux massacres ethniques, en passant par les viols, ce sont toujours des enfants, des femmes et des hommes qui vivent au quotidien ces guerres, qu'elles soient civiles, ethniques ou autres. Poudrière ou non de l'Europe, les Balkans sont aussi le miroir de notre conception de la résolution des conflits dans le monde : culture de guerre ou culture de la paix.

Exode et déplacement au gré des conflits :

Depuis 1991 ce sont des millions de yougoslaves qui fuient les guerres dans les Balkans. Ainsi, en Bosnie-Herzégovine entre 1992 et 1995 sur les 4,350 millions d'habitants ce sont deux millions qui durent partir de chez eux. En 1999, les Kosovars ont fui le Kosovo vers la Macédoine. Puis à la fin de la guerre, ce sont 200.000 Serbes et Roms qui prirent l'exode. Deux ans plus tard ce sont d'autres Kosovars qui fuient la Macédoine vers le Kosovo... Les Accords de Dayton avaient prévu en 1995 le retour des réfugiés bosniaques (un million de réfugiés répartis dans 25 autres pays et un million de déplacés dans les autres républiques de l'ex-Yougoslavie). A peine 32.000 étaient revenus fin 1999. Très peu réussissent ce retour. D'abord parce que le pays survit surtout par l'aide internationale. Mais ce n'est pas un bien du fait que cette " perfusion " laisse son autonomie économique encore à terre. Le chômage est endémique. La reconstruction se fait difficilement et sans programme d'ensemble. Des régions du pays en sont presque exclues. Le retour des clans comme l'absence d'une véritable vie économique favorisent les activités souterraines, voire mafieuses. La crise bat son plein. Seule la présence de 21.000 hommes des forces d'interposition de l'OTAN (la SFOR) évite des affrontements majeurs en Bosnie-Herzégovine. Mais régulièrement des affrontements surgissent encore trop souvent, comme à Banja Luka début 2001. Et il en est de même au Kosovo où ce sont 45.000 hommes de la KFOR qui tentent d'assurer la sécurité dans une province qui n'a toujours pas de réel statut (toujours dans la R.F.Y mais sous protectorat internationale). Le retour des réfugiés est également difficile parce que la guerre a laissé encore beaucoup de traces. Ceux qui sont restés voient d'un mauvais œil ceux qui ont dû fuir et qui tentent de revenir. Ici on brûle une maison pour les empêcher de rentrer. Là on ne sait pas où rentrer puisque sa terre appartient maintenant à un autre parce que le territoire a changé de main ou de maître. Les réalités pluri-culturelles ont la vie dure et semblent peu à peu disparaître.

Crise économique et reconstruction

Au-delà des temps de guerre, les populations restent confrontés à de grandes difficultés, juste pour vivre là où elles sont.

Les besoins élémentaires ne sont pas réellement assurés. La recherche d'un toit, d'eau potable, de travail pour subvenir restent la préoccupation majeure. Les infrastructures de base de pays comme la Bosnie-Herzégovine ont été largement détruites. Dans une ville comme Tuzla le problème d'alimentation en eau est grave juste parce que les galeries des mines de sel sous la ville s'effondrent et que ces mines ne redémarrent pas. Le salariat n'est quelquefois assuré qu'en travaillant pour les nombreuses organisations internationales présentes sur le terrain (surtout des ONG). L'aide internationale constitue le principal moteur de l'économie en Bosnie-Herzégovine mais les investissements internationaux n'arrivent pas vraiment ; en Albanie elle représente plus du quart du Produit Intérieur Brut. L'économie de subsistance demeure la principale dans la plupart des pays. Au Monténégro, l'économie parallèle des trafics devient monnaie courante. Dans certains pays on se demande si le temps de guerre n'était pas mieux car c'était synonyme de combines, trafics et débrouille en tout genre, ainsi qu'une aide internationale distribuée à tous... Les risques d'une vaste zone de non droit est en jeu maintenant. Pour les jeunes générations qui n'ont connu que la guerre il ne reste que des pays exsangues. Quand on les croise dans les rues, ils déambulent sans trop espérer dans l'avenir. Du monde, ils n'en ont que l'image de l'image. " Mc Donald " et " Nike " sont les seuls mots qui font briller leurs yeux. Ils n'arrivent pas à fuir ou à faire semblant de reconstruire. Les cultures ancestrales ou contemporaines laissent peu à peu la place à la culture du cynisme ou déshumanisée. Les populations se soignent peu à peu de leurs plaies ouvertes. Et pour vivre vraiment ensemble il faudra, à la fois reconstruire des ponts dans tous les sens du terme mais aussi trouver les outils d'une véritable cicatrisation. Ainsi il faudra rendre justice suite aux crimes contre l'humanité, et non pas seulement donner satisfaction aux seuls désirs du Tribunal Pénal International. Il faudra aussi faire œuvre de mémoire collective pour résoudre les questions de nationalités et de droits et devoirs des différents peuples. Il s'agira enfin de partir du principe kantien que " Le droit des hommes doit être tenu pour sacré, quel que soit le sacrifice à payer par la puissance souveraine. "

Mais en est-il encore temps quand on constate que, d'accords en accords de paix, les partages des territoires deviennent des zones de plus en plus homogènes d'un point de vue confessionnel ou linguistique. Et ce malgré l'attachement à la terre, au " pays " qui prévalait jusqu'alors. Les reconstructions pluri-culturelles risquent de devenir les exceptions dans des pays fragmentés.

Les populations des Balkans ont besoin de paix et de coopérations économiques entre elles avant de pouvoir imaginer les modalités de nouveaux échanges avec le reste de l'Europe. Mais est-ce cela qui s'annonce avec les projets venant de l'extérieur ?

En 1999 à Sarajevo la conférence au sommet a promu le Pacte de Stabilité pour l'Europe du sud-est. La conférence au sommet de Zagreb en 2000 a été consacrée au rapprochement des pays des Balkans de l'Ouest avec l'Union Européenne (UE) mais on n'a pas parlé d'Europe du sud-est. Il est clair que les pays des Balkans sont désormais davantage intéressés par un rapprochement individuel avec l'UE qu'avec les autres pays des Balkans comme cela figure dans le programme du Pacte de Stabilité.

Situation de la société civile dans les Balkans :

La société civile se trouve également mise à l'épreuve dans les Balkans. Définie comme étant l'ensemble des rapports individuels, des structures familiales, sociales, économiques, culturelles, religieuses, qui se déploient dans une société donnée, en dehors du cadre et de l'intervention de l'État (bref toute la société sauf l'État), il s'agit de voir comment elle va pouvoir se comporter dans la situation d'aujourd'hui qui ne ressemble guère à l'avant-guerre.

Avant la guerre, la société civile yougoslave était très liée aux organisations plus ou moins gouvernementales ou de la Ligue des Communistes Yougoslaves.

Pendant la guerre elle s'est surtout reconstituée autour de projets humanitaires ou de sauvegarde des droits humains. Il s'agissait de venir en aide aux réfugiés ou déplacés et aux victimes de la guerre, notamment les femmes et les enfants. Il fallait réparer les traumatismes subis. Puis quand une guerre est finie, cette société civile doit se reconstruire et réapprendre les mécanismes d'une action collective pour être effectivement des contre-pouvoirs et des instruments de la démocratie. Mais elle se doit aussi d'être pragmatique, surtout quand les organismes internationaux tentent de les instrumentaliser. Par ailleurs, les ONG dans les différents pays issus de l'ex-Yougoslavie se font encore concurrence et ne sont pas exempts d'arrière-pensées entre elles selon l'origine confessionnelle ou linguistique. De plus, elles sont aussi confrontées aux nouvelles lois trop souvent élaborées par les nouveaux gouvernements sur des bases nationalistes.

Par ailleurs on a l'impression que s'opère un véritable laboratoire d'idées sur les principes de "bonne gouvernance". On assiste à une politique d'État minimum qui va calquer ses principes de gestion de la société sur les modèles de gestion privée des entreprises transnationales. Ceci est significatif dans les directives d'organismes de plus en plus indépendants des États-nations comme la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International qui s'activent autour des nouveaux états issus de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. Quant à la société civile, à elle de trouver des solutions aux problèmes concrets et sociaux que rencontrent les populations.

Il s'agit, ni plus ni moins, d'un nouveau partage des tâches.

A l'État une politique où "l'administration publique a pour mission non pas de servir l'ensemble de la société, mais de fournir des biens et des services à des intérêts sectoriels et à des clients consommateurs, au risque d'aggraver les inégalités entre les citoyens et entre les régions du pays" (Ali Kazancigil, directeur de la division des sciences sociales, de la recherche et des politiques, à l'Unesco, dans la Revue Internationale des sciences sociales, Unesco, Paris, numéro 155, mars 1998).

A la société civile et aux Organisations Non Gouvernementales de prendre en charge les questions sociales et de solidarité, accompagnant ainsi tant les méfaits de la mondialisation des marchés que des guerres. Officiellement il s'agit de permettre aux faibles et aux oubliés de la société de se faire entendre. En réalité, les programmes que veulent mettre en place les ONG ont besoin de financements externes. Aussi il faudra bien sûr s'ajuster aux critères et procédures de validation des organismes financeurs qui échappent le plus souvent aux instances démocratiques. La société civile évolue alors dans les sphères de l'intérêt général et du non-lucratif qui implique d'être reconnu par d'autres pour recevoir des subsides. D'où une définition intéressante du rôle de la société civile qu'a donné A. Najam, sociologue et économiste américain du Massachusetts Institute of Technology ("Understanding the Third sector : revisiting the Prince, the Merchant and the Citizen", Non-profit Management and leadership, volume 7, MIT Cambridge, 1996) : "Le modèle de la société civile, domaine du Citoyen à travers ses regroupements et, en tout premier lieu, ceux qui occupent une place essentielle : les associations, dont les actions sont généralement financées par les contributions volontaires (qui ne ressortissent donc pas du domaine du Prince - l'État -) visent souvent à une certaine redistribution de biens (qui transcendent le domaine du Marchand), sont attachées à la défense des intérêts de leurs membres, partagent des valeurs au sein d'espaces de libre débat (au risque de se trouver en conflit avec le Prince et le Marchand)."

Et enfin aux experts du secteur marchand des sociétés transnationales de bien expliquer leurs besoins aux uns et aux autres afin de sécuriser leurs investissements.

Moins importe la sécurité des populations !

La façon de conduire le Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est est symptomatique de cette nouvelle division du travail. Avant de permettre à la société civile de devenir des lieux de contre-pouvoir et de critique démocratique, il lui faut des moyens de subsistance dans une société elle-même encore fortement assistée. Pour cela, nous constatons que celle-ci s'implique là où les responsables du Pacte (l'Union Européenne en l'occurrence) lui disent de s'impliquer. Ainsi, dans le Pacte composé de trois domaines :

-Table 1 : Démocratisation et droits de l'homme

-Table 2 : Reconstruction, développement et coopération économique

- Table 3 : Sécurité

Seule la première serait accessible aux ONG et encore, dans le cadre de programmes très détaillés par avance.

C'est pour toutes ces raisons qu'aujourd'hui, la question centrale est de permettre aux peuples des Balkans de travailler à la reconstruction économique, sociale et politique de leurs pays, dans des frontières reconnues ; de permettre aux citoyens d'être vraiment partie prenante des choix de développement et de l'institution d'une société civile pluraliste et démocratique. Il y a urgence. Il y va de l'avenir de tous les pays des Balkans que cette logique d'épuration ethnique prenne fin et que d'autres logiques, fondées sur la reconstruction du lien entre les communautés soient résolument engagées. Il est grand temps que l'ONU et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe reprennent l'initiative et que les sociétés civiles puissent apporter vraiment leur contribution face à une grave crise qui dure depuis trop longtemps dans cette région d'Europe.

Patrick Simon.

Août 2001